

CONVENTION CITOYENNE DE NANTES

Covid-19 : VÉCUS DE CRISE & ASPIRATIONS POUR DEMAIN

Groupe miroir sur la gestion de la crise

Séance 1 – mardi 24 novembre 2020, 18h30-19h30

Participant.e.s

Les citoyen.ne.s	Nantes Métropole - Les élu.e.s
<p>Alexis T, Nantes (Secteur ville de Nantes) André L, Nantes (Centre-ville) Arnaud C, Nantes (Centre-ville) Brigitte L, retraité, Verteau Fabrice D, Nantes Irene G, Nantes (Secteur Ville de Nantes) Jean François, Indre Laura H, Couëron Laure B, La Montagne Mai H, Nantes Marine T, Nantes (Centre-ville de Nantes) Romain D, Orvault Ying H, Nantes (Ile de Nantes)</p>	<p>Christelle SCUTTO CALVEZ, 6e Vice-Présidente de Nantes Métropole chargée du dialogue citoyen et de la citoyenneté métropolitaine et maire des Sorinières, co-pilote de la convention citoyenne</p> <p>Julien BAINVEL, Membre du conseil métropolitain et conseiller municipal de l'opposition</p> <p>Pascal BOLO, 11e Vice-Président de Nantes Métropole et 7^e Adjoint au maire de Nantes, chargé des affaires générales, de la circulation et stationnement, de l'évaluation des politiques publiques et des Finances</p> <p>Mahel COPPEY, 15e Vice-Présidente de Nantes Métropole et conseillère municipale, Elue de quartier Nantes Sud chargée des déchets, de l'économie circulaire et l'économie sociale et</p>
Animation	
<p>Judith FERRANDO Y PUIG, Missions Publiques Pierre ARENE, Missions Publiques</p>	

Nantes Métropole - Services	solidaire
<p>Francine FENET et Sandra RATAUD, Co-directrices de la Direction Démocratie et Stratégie de Nantes Métropole, pilote la convention citoyenne</p> <p>Raynaldo FORTUN, Directeur Général Délégué Cohésion Sociale - Nantes Métropole et assure l'actuelle gestion de crise COVID-19</p>	<p>Julie LAERNOES, 10e Vice-Présidente de Nantes Métropole et 2e Adjointe et élue de quartier Doulon – Bottière chargée de Prospective et résilience</p> <p>Laurent TURQUOIS, Conseiller métropolitain chargé de la délégation territoriale et maire de Saint-Sébastien-Sur-Loire</p>

Après un tour de présentation, les échanges, en réaction à la synthèse des contributions des citoyen.ne.s par mail (voir en annexe), se sont concentrés autour de cinq axes :

- **Le constat de préoccupations et intuitions partagées**

Citoyen.ne.s et élu.e.s se retrouvent sur les constats d'une crise longue générant des effets de long terme encore difficiles à mesurer sur la santé morale de nos concitoyen.ne.s, sur la précarité d'une partie croissante de la population, sur l'emploi. Et plus largement sur notre capacité à imaginer un futur positif.

- **L'information et la communication locales sur la crise : quelle lisibilité ?**

Comment la communication locale sur la crise est-elle perçue ? Les citoyen.n.es soulignent la difficulté de savoir où et comment avoir accès à l'information sur les initiatives locales et les mesures les concernant, sans faire de recherches, dans un univers de sur-information.

- **L'aggravation de la pauvreté et le creusement des inégalités**

Comment agir face à l'aggravation de la pauvreté, à la fois nationale (voir à ce sujet les derniers rapport sur la pauvreté portées par les grandes associations) mais également localement ? Cette inquiétude partagée et profonde amène à la réflexion et à l'action : comment freiner les impacts conjoncturels sur la pauvreté amplifiés par la COVID mais également en combattre les causes profondes, les causes structurelles ?

La question du repérage des « invisibles » se pose. Un des citoyens raconte l'exemple d'une personne vivant de la mendicité qui se retrouve sans ressources, confinée. Comment avoir une démarche proactive pour aller vers ces personnes ? De nombreuses personnes « non repérées » viennent aujourd'hui chercher de l'aide alimentaire.

Au-delà des perceptions que chacun et chacune peut avoir dans son entourage, il est important de réaliser un travail d'objectivation pour mesurer l'ampleur des besoins nouveaux et des répercussions de la crise économique et sociale sur le territoire et de pouvoir cibler les actions efficaces. Il s'agit

aussi de distinguer les mesures dites d'urgence, que la collectivité engage déjà et les mesures de soutien à moyens termes pour éviter la dégradation de situations dues à la crise.

- **Quelle place pour les collectivités locales dans la gestion de la crise ?**

Pendant la première session de la Convention, les participant.e.s se sont interrogés sur le pouvoir d'action des collectivités locales dans cette crise sanitaire pour laquelle le cap et les règles s'éditent à l'échelle gouvernementale. Les élu.e.s présents ont tenu à illustrer les modalités d'action dont disposent les collectivités, qui bien sûr, se doivent de faire appliquer les directives gouvernementales. Les élus rappellent que chaque territoire engage des actions spécifiques en lien avec les acteurs locaux en s'appuyant sur une pratique de coopération spécifique :

- L'accompagnement des directives nationales : en expliquant les protocoles sanitaires, en informant (exemple de La lettre du COVID distribuée chez les commerçants tous les 15 jours et via les réseaux sociaux, à Saint-Sébastien-sur-Loire)
- L'accompagnement par les communes des commerçants : aide à la mise en place du click and collect, répertoire de commerçants, panneaux indiquant les commerçants faisant de la livraison, etc.
- Les services publics assurent plus que jamais leur fonction : à Nantes la collaboration entre le CHU et les cliniques privées a été plus rapide que dans d'autres territoires
- L'appui à de nouveaux modes d'action, pour lesquels la collectivité agit comme facilitatrice de l'action collective, de l'engagement citoyen. Ces nouveaux modes d'action, mis en place par exemple pour la cellule d'entraide, sont à développer, avec imagination. La cellule d'entraide, qui a permis lors du premier confinement, de mettre en lien des besoins avec des propositions de coup de main de citoyens, a reçu près de 900 candidatures dont 60% ont été réellement mobilisées. La question de comment mieux utiliser les autres envies d'agir reste ouverte...

La qualité du dialogue entre la préfecture et Nantes Métropole pour une mise en œuvre concertée des mesures a également été soulignée comme une spécificité positive par rapport à d'autres territoires.

- **Articuler court terme et long terme**

La crise doit nous inviter à repenser les priorités. Le programme politique établi lors des municipales de 2020 doit être actualisé en termes de priorités. Le dialogue élu.e.s -citoyen.ne.s doit permettre de revoir « le tiercé des priorités » pour un territoire plus fort et juste après la crise. Les politiques publiques vont devoir s'adapter à la situation post-crise, dans un contexte budgétaire contraint qui va amener à devoir faire des choix tout en intégrant l'impératif environnemental et les changements sociétaux.

Prochaine séance : mardi 8 décembre 2020, 13h à 14h

Des envies pour les prochaines séances

Explorer côté citoyen.ne.s d'ici la prochaine séance les questions posées par un élu :

- Quelles initiatives d'urgence prises pendant cette crise vous semble-t-il utile de pérenniser
- Connaître le point de vue des citoyens sur les questions d'emplois

Se centrer sur une ou deux thématiques

ANNEXE : synthèse des réponses par mail des citoyen.e.s en amont de la séance 1

Ce qui a marqué les membres du groupe miroir en termes de gestion de crise dans les 15 derniers jours :

- **Une appréciation très différente du vécu du confinement par les habitant.e.s** : pour une partie importante du groupe miroir les habitants du territoire respectent les règles du confinement (sorties limitées à l'essentiel, port du masque) et font au mieux pour vivre avec la crise Covid, en se tournant vers les liens essentiels alors qu'une autre partie du groupe miroir observe plutôt un relâchement des gestes barrières (poursuite du travail en présentiel, contrairement au 1^{er} confinement par ex) voire un ras le bol des règles, notamment de la privation de liberté de mouvement. Les participants évoquent un durcissement des positions des individus comme des médias. La difficulté d'interpréter les règles est également soulevée, avec la proposition que la Préfecture joue davantage un rôle de décryptage et d'accompagnement des entreprises et associations.
- **Un sentiment partagé de dégradation du moral des habitant.e.s** : sentiment d'une crise qui n'en finit plus, de « fin du monde », une peur de l'avenir (pour l'humanité, la démocratie, la France, le territoire) etc.
- **La focalisation du questionnaire sur** : que pourrons-nous faire pour les fêtes de fin d'année ?
- **Un sentiment d'inégalité selon les territoires** et les types de lieu (ex d'une participante ayant deux grands-mères en EPHAD dans deux régions différentes avec des traitements diamétralement opposés)

Les points de satisfaction

En général

- L'arrivée prochaine du vaccin ?
- Continuer à garder du sens dans sa vie, dans son travail
- La mobilisation des gens contre des lois jugées liberticides
- La régression de l'épidémie
- La solidarité en général
- Difficulté à voir des sources de satisfaction « *quand on voit des gens à la rue, mourir de faim; des étudiants sans le sous dans des logements pourris ou des vieux et vieilles crever, seul.e.s dans des EHPAD* »

Localement

- La mise en place du click and collect chez de nombreux petits commerçants
- Le maintien de l'activité de certains centres sociaux (ex : soutien aux devoirs), grâce aux municipalités

- Le soutien aux migrants à la rue à Nantes
- Les nouvelles pistes cyclables (post 1^{er} confinement)
- Le maintien des opérations chirurgicales programmées

Les alertes

En général

- Des doutes sur le vaccin (efficacité, innocuité)
- La pauvreté plus forte que jamais (cf. rapport du secours catholique) : quid d'un revenu universel ?
- La crise COVID nous empêche de voir d'autres problématiques de société, majeures, et permet de faire l'économie d'un débat de société : loi sur la sécurité globale, loi sur la recherche et l'enseignement supérieur. Que peuvent faire les maires dans ce déni de démocratie ?
- Une polarisation des points de vue, avec une information partielle, ne favorisant pas l'esprit critique
- L'impact négatif du confinement sur les personnes fragiles (notamment le risque de dépression et de conduite à risque).
- Le risque d'une 3^{ème} vague
- Le risque de revenir à des pratiques de surconsommation dès le confinement levé (« nos vieilles habitudes de pays riches »)

Localement

- L'arrivée de la 5 G sans concertation à Nantes
- La forte présence policière dans Nantes vécue comme angoissante
- Comment aider les établissements scolaires à assurer de bonnes conditions sanitaires notamment pour la restauration scolaire ?
- Comment maintenir des activités pour les vacances de Noël dans les centres sociaux et de loisirs, notamment pour les publics des quartiers populaires ?
- La contribution des cliniques privées dans la prise en charge des patients COVID (interrogations sur le fonctionnement souhaitable d'un service public de santé):
 - Les cliniques privées accueillent-elles des malades du Covid pour faire partager leurs infrastructures des services de réanimation ?
 - Si tel est le cas, les infirmiers volontaires sont-ils en surnombre dans les établissements employeurs pour compenser – par transfert occasionnel - un sous-effectif chronique du CHU ?
 - Cette disponibilité des renforts s'effectue-t-elle sur des congés, des disponibilités ?